

Le 20 Novembre 2022

Madame Elisabeth BORNE  
Première Ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 Paris

Madame la Première Ministre,

La crise de l'électricité est telle qu'elle nécessite une vision et des actions aussi cohérentes et rapides que possible afin que les décisions nécessaires soient prises au plus vite. Or, en quelques jours, deux événements suscitent interrogations et préoccupations : d'une part les conditions du vote le 10 novembre 2022, au parlement européen, d'un amendement incluant le nucléaire dans le plan REPowerEU, et d'autre part votre déclaration à l'Assemblée nationale le 17 novembre sur la politique énergétique de la France et la prolongation au-delà de 50 ans des réacteurs.

À notre grande surprise, le 10 novembre, les députés européens français du groupe RENEW, appartenant à la majorité présidentielle, ont voté contre un amendement incluant enfin le nucléaire dans le plan REPowerEU, à l'exception d'un seul. C'est en complète contradiction avec la politique annoncée par le Président de la République et conduite par votre gouvernement. Fort heureusement pour la France, cet amendement a été adopté par les parlementaires grâce aux votes favorables des autres députés du groupe RENEW et à ceux de plusieurs autres groupes, certains députés écologistes ayant également voté l'amendement.

Le 17 novembre à l'Assemblée nationale vous avez déclaré, selon le compte-rendu analytique : « ..... EDF, en lien avec l'ASN, conduit actuellement les études nécessaires à l'identification de ceux (les réacteurs) dont l'activité ne saurait être prolongée au-delà de 50 ans ». Or, le Président de la République, le 10 février 2022 à Belfort, a déclaré vouloir « prolonger tous les réacteurs nucléaires qui peuvent l'être sans rien céder sur la sûreté, ..., je souhaite qu'aucun réacteur en l'état de production ne soit fermé à l'avenir, compte-tenu de la hausse très importante des besoins électriques, ..., je demande à EDF d'étudier les conditions de prolongation au-delà de 50 ans en lien avec l'ASN ».

Face à ce qui pourrait être interprété comme une divergence, quelles clarifications et quelles actions envisagez-vous :

- Après des députés européens membres de votre majorité pour qu'ils réalisent enfin l'importance du nucléaire dans la stratégie énergétique du gouvernement. Celle-ci justifie des modes de financement adaptés à des investissements d'intérêt national à



long terme, comme ceux qu'offre REPowerEU, et comme ceux que la France a finalement pu obtenir, hélas avec de préoccupantes restrictions, dans la taxonomie européenne.

- Pour obtenir de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, dans le cadre d'une concertation avec EDF, les directives et les conditions permettant, comme cela est déjà acquis pour des réacteurs du même type aux USA, de prolonger leur fonctionnement au-delà de 50 ans, en conformité avec le besoin exprimé très clairement par le Président.

Notre pays a besoin de dynamisme, de foi en notre technologie, et non d'hésitations politiques qui rendent inaudibles ses intentions et compromettent la confiance dans ses dirigeants. Il est indispensable que sur ces deux points vous puissiez apporter une clarification, confirmant ainsi que votre gouvernement est bien décidé, comme l'a annoncé le Président de la République, à relancer notre politique nucléaire dans les meilleures conditions économiques possibles, afin de disposer d'une électricité « pilotable » qui est la plus décarbonée de toutes.

Je vous prie d'agréer, Madame la Première Ministre, l'expression de ma respectueuse considération.

Bernard ACCOYER



Président de PNC-France